

**NOTE**

---

du	Secrétariat
aux	Membres du « cercle de discussion » sur la Cour de Justice
Objet :	Compte-rendu de la réunion du 17 février 2003 du cercle de discussion sur la Cour de justice

---

1. Lors de la dernière réunion du 17 février, le cercle de discussion a eu un échange de vues approfondi avec M.Rodriguez Iglesias, Président de la Cour de justice (le texte de son intervention orale en français a entre-temps été transmis aux membres du cercle de discussion; la version anglaise de ce texte suivra).
2. Dans la discussion qui s'est suivie, les membres ont abordé avec le Président de la Cour les questions du cadre des travaux et en particulier les questions liées à des modifications éventuelles des articles 221 et 223 TCE sur le nombre de juges et la procédure de désignation des juges et des avocats généraux.
3. Sur les article 221 (nombre de juges) et 223 (procédure de désignation), les membres se sont prononcés en substance comme suit:
  - a) Principe d'un juge par Etat membre (système de Nice : article 221) : faut-il maintenir ce système ou avoir une Cour plus réduite en nombre? Les membres ont été divisés (le Président de la Cour a présenté les avantages d'une Cour réduite et a été suivi en cela par plusieurs membres, mais d'autres ont préféré le système d'un juge par Etat membre);
  - b) Sur la procédure de désignation des juges et avocats généraux : certains ont souhaité

maintenir la désignation par les gouvernements de "commun accord", mais les membres étaient plus nombreux à souhaiter que la désignation ait lieu par acte du Conseil;

- c) L'idée de la création d'un comité d'évaluation ("panel"), qui examinerait les candidatures, a été bien accueillie, même si certains ont une préférence pour maintenir le système actuel; certains ont proposé que les gouvernements n'indiquent pas une seule candidature, mais d'autres ont préféré une seule candidature; l'importance d'établir des critères garantissant la qualité professionnelle, l'indépendance et l'impartialité des candidats a été mise en exergue; la composition de ce comité serait décidée par le Conseil (pourrait inclure un ancien Président de la Cour, des présidents de cours constitutionnelles ou suprêmes d'Etats membres; l'idée que le Parlement européen désigne un membre de ce comité a également été avancée); certains se sont montrés contraires à l'idée que ce comité puisse procéder à des auditions des candidats;
  - d) Sur le mandat des juges, une majorité des membres s'est prononcée pour un mandat de 9 ans non renouvelable, mais certains pourraient aussi accepter un mandat plus long non renouvelable de 12 ans. (Dans son intervention, le Président de la Cour de justice s'est prononcé pour un mandat de 12 ans, en ayant précisé qu'un mandat de 9 ans était trop court). Sur la durée du mandat, certains membres ont proposé qu'une disposition dans le traité devrait indiquer que les membres de la Cour sont désignés pour l'ensemble du mandat, lorsqu'il remplacent un membre (et non seulement pour la période restant à courir).
4. A la fin de la discussion, il a été convenu de débattre ces points également avec le Président du Tribunal de première instance, pour ce qui concerne cette dernière juridiction. Certains membres ont également demandé que le Président du Tribunal se prononce sur la répartition de compétences entre la Cour et le TPI.
5. Certains membres ont suggéré que le cercle de discussion examine la question de savoir si l'on peut prévoir que certaines des dispositions actuelles relatives à la Cour soient transférées du traité au Statut de la Cour, afin de faciliter leurs modifications futures.
6. Quelques membres ont souhaité que le cercle de discussion élargisse le cadre de ses travaux, sans toutefois qu'une décision soit prise à ce sujet.
7. La prochaine réunion aura lieu le 24 février 2003.